

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de joindre ma voix à celle des délégués qui m'ont précédé pour vous féliciter de votre élection au poste de Président de la présente Assemblée générale.

Je suis très heureux d'avoir à nouveau l'honneur de m'adresser à cette Assemblée, après une absence de sept ans.

Dans une perspective internationale, sept ans, c'est peu. Pourtant, dans cet intervalle, de profonds changements se sont imposés à la communauté internationale et nous ont éloignés de l'optimisme relatif du milieu des années 70.

De fait, le monde connaît aujourd'hui une crise économique et politique aiguë. La grave détérioration des conditions économiques mondiales a eu pour effet de faucher les aspirations de toutes les nations, riches et pauvres. Les soubresauts politiques ont à maintes reprises ramené l'instabilité au sein de la communauté mondiale. De plus, ces divers forces sont en étroite interaction. Les crises politiques ont des conséquences économiques et les dislocations économiques engendrent l'instabilité politique.

Comment pouvons-nous tracer pour nos institutions une voie qui leur permettra de traverser cette période de sérieuses dislocations économiques et de dangereuses tensions politiques et qui servira les intérêts de tous les membres de cette Assemblée?

Lorsque nos institutions actuelles, ONU, FMI/Banque mondiale et GATT, ont commencé à prendre forme, on avait espoir de bâtir un réseau de relations qui aurait été à la mesure de la complexité du monde de l'après-guerre, et qui aurait contribué à le stabiliser. Aujourd'hui, il devient encore plus urgent de gérer l'interdépendance. Dans la crise actuelle, toutefois, il est inquiétant de constater qu'on a de plus en plus tendance à déprécier et à discréditer les institutions multilatérales. Parce que l'écheveau des problèmes internationaux résiste aux approches classiques, on s'attaque aux institutions au sein desquelles on recherche des solutions. L'ONU, en particulier, a été la cible de nombreuses critiques.

Nous ne pouvons être sans savoir que l'interdépendance est une réalité qu'il nous faut accepter, pour le meilleur ou pour le pire, et qu'aucune nation ne peut, seule, espérer régler ses problèmes. Le multilatéralisme - quelle que soit sa forme spécifique - représente le principal espoir que nous ayons de défléchir,